

Table des matières

Le droit à la vie privée dans les relations de travail : propos introductifs	7
Marc VERDUSSEN	
L'ascension du droit à la vie privée	8
La dilatation du droit à la vie privée	11
L'harmonisation du droit à la vie privée	13
La légalité de la preuve confrontée au droit à la vie privée du salarié	17
Fabienne KÉFER	
Section 1. Vie privée et lieux de travail	18
A. Vie privée et lieux de travail : une cohabitation nécessaire	19
B. Vie privée et lieux de travail : une cohabitation organisée	24
1. Principes	24
2. Applications	29
Section 2. Le sort des preuves recueillies au mépris du droit à la vie privée	33
A. L'ancien principe de légalité des preuves	33
B. Les arrêts <i>Antigone</i> et <i>Manon</i> : le renversement de la jurisprudence en matière répressive	35
C. Le renversement de la jurisprudence en matière civile	38
1. La doctrine et la jurisprudence entre l'arrêt <i>Antigone</i> et l'arrêt du 10 mars 2008	38
2. L'arrêt du 10 mars 2008	41
3. La portée de l'arrêt du 10 mars 2008	42
D. Les effets du revirement de jurisprudence	46
1. La violation d'une règle prescrite à peine de nullité	47
2. Le vice entachant la fiabilité de la preuve	48
3. La compromission du droit à un procès équitable	49
Conclusion	57
ANTHEMIS	161

La vie privée du travailleur face aux nouvelles technologies de communication et à l'influence des réseaux sociaux	59
L'employeur est-il l'ami du travailleur sur Facebook ?	59
Karen ROSIER et Steve GILSON	
Introduction	59
Section 1. La protection des informations relatives au travailleur dans la relation de travail	65
§ 1. Les atteintes à la vie privée	66
A. La vie privée protégée en droit social : collecte et utilisation de certaines informations	66
B. Essai de typologie des informations protégées	70
C. Conclusion	73
§ 2. Les conséquences des atteintes à la vie privée	73
Section 2. L'avènement des réseaux sociaux, blogs, etc. : l'ère du partage de sa vie privée ?	76
§ 1. Introduction	76
§ 2. Le secret des communications électroniques est-il applicable lorsqu'il est question de réseaux sociaux et de blogs ?	77
A. Collecte des informations	77
B. Utilisation des informations	82
§ 3. La loi du 8 décembre 1992 constitue-t-elle un obstacle à la consultation d'informations et à la réutilisation de données collectées sur le net ?	83
A. Collecte des informations	83
B. Utilisation des informations	84
§ 4. Le droit au respect de la « vie privée partagée » sur le net	88
A. Le droit au respect de la vie privée : de quoi parle-t-on ?	88
B. Peut-on « perdre » le droit à la protection de sa vie privée sur internet ?	91
C. Incidence quant à l'identité de l'auteur de la violation de la vie privée	96
D. Les faits de la vie privée du travailleur dans la relation de travail	97
§ 5. Considérations spécifiques au droit social	99
Conclusions	106
§ 1. Prévisibilité de l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication comme instrument de surveillance	106
§ 2. Évolution du contexte de la surveillance	110

§ 3. Incidence de la pratique de la «vie privée partagée» sur la définition de la notion de vie privée	113
Quelques considérations sur la religion dans la vie professionnelle	115
Frédéric KRENC	
Section 1. La liberté de religion dans la vie professionnelle	116
A. Le principe	116
B. Les restrictions	119
Section 2. L'interdiction de la discrimination fondée sur la religion dans la vie professionnelle	136
Section 3. Vers la consécration d'un droit à l'aménagement raisonnable pour motif religieux?	141
Section 4. Le cas particulier des entreprises de tendance	145
Le droit à la vie privée dans les relations de travail : quelques conclusions	151
Pierre JOASSART	